

Après deux ans de crise sanitaire qui a épuisé les personnels, la guerre en Ukraine sert d'alibi au président-candidat pour tenter d'enjamber la campagne et ainsi vouloir utiliser le résultat des urnes comme un blanc-seing. Au delà de l'annonce d'un possible report à 65 ans de l'âge du départ à la retraite, il a également présenté l'Éducation comme un « chantier majeur » où il entend amplifier certaines mesures qui ont pourtant déjà démontré leur nocivité.

Menace sur le Collège unique

Anne-Christine Lang l'a clairement évoqué dans une tribune publiée avec d'autres député-es LREM. Elle envisage une « primarisation » du collège mais surtout un clivage entre culture manuelle et intellectuelle et reparle dès la 5^{ème} d'orientation. L'instauration « d'un système modulaire pour s'adapter au niveau de l'élève » sonne non pas comme de possibles remédiations mais bien comme un enseignement à la carte pour les bon-nes... et les autres. C'est le retour d'un tri précoce, qui sera bien entendu d'abord social, et par conséquent le renoncement à l'idée de collège unique. Inacceptable !

ÉDUCATION  PRIORITAIRE

Donner plus à ceux-celles qui ont moins ? Quelle drôle d'idée ! Un outil magique, l'Indicateur de Position Sociale (IPS), censé permettre une plus grande « équité », doit désormais répartir une enveloppe toujours plus contrainte entre un plus grand nombre d'établissements, y compris de centre-ville. La méritocratie républicaine y reconnaîtra les sien-nes...

Depuis des années l'Éducation prioritaire est utilisée comme laboratoire de la dérégulation libérale. En l'élargissant désormais au privé, en multipliant les cités éducatives, une nouvelle accélération est prévue.

Saignée sur les moyens



**PLAN D'URGENCE
POUR L'ÉDUCATION**

Parent pauvre du 2nd degré en terme de DHG, le collège unique n'a jamais eu réellement les moyens de fonctionner. La réforme Vallaud-Belkacem et les aménagements de Blanquer ont contribué à dégrader encore plus les conditions de travail et d'étude...

- Mise en concurrence des disciplines qui fait disparaître progressivement les dédoublements ;
- Multiplication des heures supplémentaires au détriment de la création de postes ;
- Augmentation des effectifs par classe qui nuit à l'aide aux élèves.

Les éléments apparus dans les programmes lors de la présidentielle

➤ Toujours plus « d'autonomie »

Certainement pas celle des équipes éducatives, dont les pratiques pédagogiques sont de plus en plus cornaquées, mais bien celle des chef-fes d'établissement. Expérimentation à Marseille aujourd'hui, généralisation demain avec le recrutement des personnels par les principaux-ales eux-elles-mêmes ? La multiplication des faux postes spécifiques en est déjà un exemple éclairant.

➤ Territorialisation accrue

Multiplication des cités éducatives qui brouillent le cadre national de l'Éducation, recours à des associations variées, parfois grassement rétribuées pour prendre en charge des dispositifs type « devoirs faits » qui devraient être intégrés à un temps de travail réduit des enseignant-es.

➤ Casse du statut et de tous les cadres nationaux

En annonçant la fin du CAPES et de « l'emploi à vie », le candidat Macron veut en finir avec les cadres statutaires et ouvrir l'ère de la précarité pour toutes et tous sans exception.

➤ Travailler plus !

Sarkozy est désormais débordé. Après le travailler plus pour gagner plus, voilà que certain-es candidat-es envisagent clairement le travailler plus pour gagner moins en cassant les obligations règlementaires de service.

➤ Des salaires au mérite

Dans la continuité du Grenelle et des enseignant-es qui se seraient caché-es pendant la crise sanitaire, multiplication de primes individuelles qui ne pourront que fragiliser le cadre collectif de travail dans un secteur où le cadre éducatif ne peut être posé qu'en équipe.

➤ Renforcement du privé

La présidence Macron a organisé un transfert de moyens symbolisé par l'élargissement de l'Éducation prioritaire aux collèges privés. La CGT Éduc'action alerte également sur l'utilisation de plateformes privées pour la gestion administrative, l'appel à des cabinets de conseils qui n'apportent rien au service public mais beaucoup à leurs actionnaires et l'intervention massive d'associations pour la prise en charge du dispositif devoirs faits.

➤ Un florilège de propositions réactionnaires

Retour de l'examen d'entrée en 6^{ème}, suspension des allocations familiales en cas de problèmes disciplinaires, retour de la blouse... droite et extrême droite se surpassent.

SI BESOIN, TOUTES CES PROPOSITIONS DEVRONT ÊTRE COMBATTUES DE MANIÈRE DÉTERMINÉE

La CGT a un autre projet pour le collège, nous revendiquons !

Des recrutements massifs pour améliorer les conditions de travail et d'étude ;

Une augmentation immédiate des salaires : 400 € pour toutes et tous ainsi qu'un rattrapage de la valeur du point d'indice ;

La fin du tri social organisé (Affelnet...) ;

La baisse des effectifs par classe ;

Une augmentation des DHG ;

Une réelle formation initiale et continue des enseignant-es ;

Une vraie école inclusive avec les postes et les moyens ;

Des moyens pour travailler en groupes ;

Un vrai statut pour les AESH et les AEd.

